



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Voir dans le document/

See herein

NA

Québec

NA

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Ce document comporte des exigences relatives à la sécurité.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Oue
800, rue de La Gauchetière Ouest
7e étage, suite 7300
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet Services d'opération et techniques	
Solicitation No. - N° de l'invitation T8127-200020/B	Date 2021-09-20
Client Reference No. - N° de référence du client T8127-200020	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MTB-005-16277	
File No. - N° de dossier MTB-0-43118 (005)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-11-09 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hivon, Michèle	Buyer Id - Id de l'acheteur mtb005
Telephone No. - N° de téléphone (514) 607-4952 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Transports Canada 100 RUE DU LANDAIS BLAINVILLE Québec J7C5C9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée Voir doc.	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**SERVICES D'OPÉRATION ET TECHNIQUES POUR LE
CENTRE D'ESSAIS DES VÉHICULES AUTOMOBILES (CEVA)
DE TRANSPORTS CANADA
BLAINVILLE, QUÉBEC**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX.....	7
2.7 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	11
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	11
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	13
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	13
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	13
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	16
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	16
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	16
6.3 GARANTIE FINANCIÈRE DE SOUMISSION.....	16
6.4 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	17
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	18
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	20
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	20
7.4 DURÉE DU CONTRAT	21
7.5 POINT DE LIVRAISON.....	21
7.6 RESPONSABLES.....	21
7.7 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	22
7.8 PAIEMENT	23
7.9 MODALITÉS DE PAIEMENT.....	28

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.11	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	31
7.12	LOIS APPLICABLES	31
7.13	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	31
7.14	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER)	32
7.15	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	32
7.16	GARANTIES FINANCIÈRES CONTRACTUELLES	32
7.17	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	33
7.18	STAGE AUTOCHTONE.....	33
7.19	STAGE POUR FEMME EN SCIENCE	34
ANNEXE A.....		36
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	36
ANNEXE B.....		37
	BASE DE PAIEMENT	37
ANNEXE C.....		38
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	38
ANNEXE D DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS		39
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	39
ANNEXE E DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....		40
	ATTESTATION - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	40
ANNEXE F		41
	CRITÈRES DE SÉLECTION	41
ANNEXE G		42
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	42
ANNEXE H.....		46
	FORMULAIRE TPSGC-PWGSC 572 AUTORISATION DE TÂCHES.....	46
ANNEXE I		47
	PROCÉDURE D'ACHAT.....	47
ANNEXE J		50
	ATTESTATION D'IMPARTIALITÉ DE L'ENTREPRENEUR.....	50

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des Besoin, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance, le formulaire TPSGC-PWGSC 572 Autorisation de tâches et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

1.2.1 Sommaire du besoin

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) fait appel à la concurrence afin de procéder au renouvellement du contrat de services d'experts en matière d'essais automobile et d'exploitation et d'entretien du Centre d'essais pour véhicules automobiles (CEVA) de Transports Canada situé au 100, rue du Landais, à Blainville, Québec, pour une durée ferme de 5 ans, assorti de deux périodes optionnelles de 5 années chacune.

La portée des travaux du contrat proposé comprend notamment :

- Fourniture de services d'essai automobile fiables dans le cadre des programmes de conformité et de recherche de Transports Canada (TC);
- Exploitation et entretien du site;
- Recommandations et/ou mise en œuvre de projets d'amélioration des installations;
- Commercialisation du CEVA afin d'attirer des clients tiers et de générer des revenus dans le but de compenser partiellement les coûts d'exploitation et d'entretien.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.2.2 Besoins comportant des exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

1.2.3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi.

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : **270 jours**

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, **les soumissions transmises par télécopieur ou par Connexion postel à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.**

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Aux fins de cette clause,

Définition

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2019-01 et aux Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante, michele.hivon@tpsgc-pwgsc.gc.ca au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5.1 Permis et licences nécessaires - Ingénieurs

1. Les ingénieurs membres de l'équipe du soumissionnaire doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.
2. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les ingénieurs membres de l'équipe du proposant respectent les exigences du paragraphe 1 ci-dessus. Le soumissionnaire reconnaît que TPSGC se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fautive ou erronée peut entraîner le rejet de la soumission, qui sera déclarée irrecevable.

2.6 Visite facultative des lieux

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au 100, rue du Landais, à Blainville, Québec, J7C 5C9, **le 25 octobre 2021. La visite des lieux débutera à 13h00 HNE.** Rendez-vous au poste de garde et vous serez escorté dans le bâtiment.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le 18 octobre à 17h00, pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

En raison de la pandémie, en tout temps durant la visite, les mesures sanitaires en vigueur au site du CEVA devront être respectées. L'autorité contractante pourrait mettre fin à la visite en cas de non-respect des règles sanitaires. L'accès au site ne sera pas permis à toute personne qui présente des symptômes de la COVID-19 ou qui a côtoyé une personne atteinte de la COVID-19. En raison de l'évolution de la pandémie, les mesures sanitaires pourraient évoluer et la tenue de la visite pourrait être compromise.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tout changement par rapport à la visite des lieux sera émis sous la forme d'une modification à la demande de soumissions.

Les mesures d'hygiène actuellement en vigueur au CEVA sont les suivantes :

Suivant les directives gouvernementales, l'accès au centre d'essais pourrait être refusé à toute personne ayant ces symptômes associés à la COVID-19 :

- o Fièvre;
- o Courbatures/douleurs musculaires;
- o Toux récente ou mal de gorge;
- o Difficultés respiratoires;
- o Fatigue générale;
- o Maux de tête inhabituels;
- o Perte de l'odorat ou du goût;
- o Nausées ou diarrhées.

Procédure d'accueil au centre d'essais

Vous devez apporter votre propre équipement de protection individuelle (masques, gants, lunettes et chaussures de sécurité). Veuillez également prévoir du temps supplémentaire à votre planification pour vous familiariser avec la procédure révisée de sécurité et de désinfection.

- Stationnez votre véhicule dans le stationnement des visiteurs et dirigez-vous vers la guérite (poste de garde);
- Portez votre masque en tout temps dans le bâtiment de la guérite;
- Lavez-vous les mains dans le bâtiment de la guérite (à votre arrivée et avant de quitter le site);
- Répondez aux questions sur votre état de santé et les symptômes reliés à la Covid-19 à l'agent de sécurité;
- Attendez au bâtiment de la guérite que votre personne-ressource vous accompagne sur le site.

Les contacts physiques avec les équipements et les installations doivent être limités et la distance physique de 2 mètres respectée. Un marquage au sol indique la distance physique à respecter. Des distributeurs et des bouteilles de désinfectant à base d'alcool pour l'usage de tous sont fournis.

2.7 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par le service Connexion postal ou par télécopieur ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Section I : Soumission technique 5 exemplaires papier

Section II : Soumission financière 1 exemplaire papier

Section III : Attestations 1 exemplaire papier

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- Format de la feuille: 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
- Dimension du caractère - police d'imprimerie suggérée – format « Arial » 10 ou l'équivalent.
- Largeur des marges – 12 mm à droite et à gauche, en haut et au bas
- Une (1) page désigne un (1) côté d'une feuille de papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
- Une feuille à pliage paravent de format 279mm x 432mm (11"x17") pour les tableaux et les organigrammes, par exemple, comptera pour deux (2) pages;

Le nombre maximal de pages (y compris le texte et les graphiques) qui doivent être présentées pour les critères cotés figurant à l'Annexe F Critères d'évaluation sont stipulées dans l'Annexe F.

Les pages suivantes ne font pas partie des maximums de pages susmentionnés :

- lettre d'accompagnement;
- page couverture;
- tabulation/diviseurs servant uniquement à identifier les sections de la soumission, à condition qu'ils soient exempts de tout autre texte ou graphique;
- table des matières;
- Annexe B, Base de paiement;
- Annexe D, Instruments de paiement électronique;
- dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée;
- première page de la demande de soumissions.

Conséquence de non-conformité: toutes pages excédentaires aux nombres maximum de pages mentionnés ci-haut et aux pages allouées ne faisant pas partie des pages susmentionnées, seront retirées de la soumission et exclues de l'évaluation par le Comité d'évaluation de représentants du Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe B.

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe D Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe D Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions en présence d'un surveillant de l'équité indépendant.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1. Critères techniques cotés

Les critères techniques cotés sont fournis à l'Annexe F, Critères techniques cotés.

4.1.3 Évaluation financière

4.1.3.1. Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent soumettre leur proposition financière en conformité avec la Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, plus spécifiquement la Section II : Soumission financière.

4.1.3.2. Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Le montant total de la soumission, figurant à l'annexe B – Base de paiement, de chaque soumission recevable servira à évaluer la note de prix, tel qu'énoncé au paragraphe 4.2 *Méthode de sélection*.

Si une seule soumission est jugée recevable, le prix de la soumission sera également évalué selon les Principes des coûts contractuels (2012-07-16) : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/1031-2/6> et selon le Guide des approvisionnements, Chapitre 10 – Coûts et profits, [Chapitre 10 — Coûts et profits - Achatsetventes.gc.ca](#)

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode De Sélection – Note combiné la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b) obtenir le nombre minimum de points requis pour chaque critère technique coté avec une note de passage.
 - c) Et obtenir le nombre minimum de points total requis pour l'ensemble des critères techniques cotés avec une note de passage. L'évaluation est effectuée sur une échelle de 1000 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a), b) et c) du critère 4.2.1.1 ci-haut seront déclarées non recevables.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit: le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 112, et le prix évalué le plus bas est de 2 816 759.59 \$.

		Soumissionnaire A	Soumissionnaire B	Soumissionnaire C
Note technique globale		90/112	100/112	110/112
Prix évalué de la soumission		2 816 759,59 \$	3 008 378,68 \$	3 174 861,73 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$(90/112) * 70 = 56,25$	$(100/112) * 70 = 62,50$	$(110/112) * 70 = 68,75$
	Note pour le prix	$(2\,816\,759,59 / 2\,816\,759,59) * 30 = 30$	$(2\,816\,759,59 / 3\,008\,378,68) * 30 = 28,09$	$(2\,816\,759,59 / 3\,174\,861,73) * 30 = 26,62$
Note combinée		86,25	90,59	95,37
Évaluation globale		3ième	2ième	1er

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Attestation - Impartialité de l'entrepreneur

Le soumissionnaire atteste qu'il a lu l'Attestation d'impartialité de l'entrepreneur à l'annexe J et s'engage s'y conformer si le contrat lui est attribué.

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.2.3.3 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

5.2.3.4 Compétences linguistiques

Le soumissionnaire atteste qu'il possède les compétences linguistiques requises pour exécuter les travaux conformément à l'Énoncé des travaux.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5.2.3.5 Postes-clés occupés par des ingénieurs

Le soumissionnaire atteste que les individus proposés pour occuper les postes-clés suivants sont membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou ont déposé une demande de permis d'exercice à l'Ordre des ingénieurs du Québec :

1. Ingénieur-gestionnaire
2. Gestionnaire de laboratoire d'essais de collision
3. Gestionnaire de laboratoire de systèmes d'essais de structures de véhicules
4. Gestionnaire de laboratoire de recherche sur l'évitement des collisions
5. Gestionnaire de laboratoire environnemental et du site
6. Gestionnaire de catapulte

Le soumissionnaire reconnaît que TPSGC se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fausse ou erronée peut entraîner le rejet de la soumission, qui sera déclarée irrecevable.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution du contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du Guide des CCUA [A9033T](#) (2021-07-16) Capacité financière

6.3 Garantie financière de soumission

1. Les soumissionnaires doivent fournir une garantie de soumission sous forme de :
 - a. dépôt de garantie tel qu'il est défini à la clause [E0008T](#), ou
 - b. cautionnement de soumission formulaire [PWGSC-TPSGC 504](#), lequel doit être accepté à titre de garantie par une des compagnies de cautionnement énumérées à [l'appendice L](#), Compagnies de cautionnement reconnues, de la *Politique sur les marchés du Conseil du Trésor*.
2. Les dépôts de garantie sous forme d'obligations garanties par le gouvernement qui comprennent des coupons seront acceptés seulement si tous les coupons non échus, lorsque le dépôt est fourni, sont attachés aux obligations. Les soumissionnaires doivent fournir des instructions écrites concernant le traitement des coupons qui viendront à échéance pendant que les obligations sont retenues à titre de garantie, lorsque ces coupons excèdent les exigences du dépôt de sécurité.
3. La garantie financière est de **250 000 \$**.
4. Les soumissionnaires qui fournissent un dépôt de garantie à titre de garantie financière de soumission sont tenus de présenter leur soumission scellée (sauf au Québec).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.3.1 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA E0003T (2014-09-25) Dépôt de garantie – sécurité financière de soumission et garantie financière contractuelle exigées

6.4 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe G.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les services, conformément au besoin décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux et à sa soumission technique en date du _____ (à compléter par le Canada à l'octroi du contrat).

7.1.1 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

7.1.1.1 Processus d'autorisation de tâches

1. L'Autorité technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du « Formulaire d'autorisation des tâches » 572 de l'annexe H.
2. L'autorisation des tâches (AT) comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 7 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir à l'Autorité technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. Pour chaque ressource proposée, la proposition de l'entrepreneur sur l'AT doit inclure ce qui suit, à moins que la ou les ressources proposées aient été proposées et évaluées avant l'attribution du contrat :
 - Un curriculum vitae pour chaque ressource proposée. La proposition de l'entrepreneur doit démontrer que chaque ressource proposée répond aux exigences décrites à l'annexe A - Énoncé des travaux pour la catégorie de ressource pour laquelle elle est proposée (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). Le curriculum vitae doit comprendre :
 - (a) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance.
 - (b) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource à la clôture de l'offre de prix de l'AT de l'entrepreneur.
 - (c) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire. (si applicable)
 - (d) En ce qui concerne les exigences qui portent sur un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience

si le curriculum vitæ ne donne pas les dates précises de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin indiquées en mois).

- (e) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la ressource, mais doit également démontrer que cette ressource a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'AT, ne sera pas considéré comme la «preuve» d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates, le mois et l'année, et la façon dont les activités ou responsabilités ont été accomplies et dont les qualifications et l'expérience citées ont été obtenues. Si la ressource proposée a travaillé en même temps sur plusieurs projets, on ne tiendra compte que d'un de ces projets lors de l'évaluation de l'expérience.

5. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par l'Autorité contractante. L'entrepreneur reconnaît que, avant la réception d'une AT, le travail effectué sera à ses propres risques.

7.1.1.2 Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

7.1.1.3 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre :

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2020-05-28) Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

1031-2 (2012-07-16) Principes des coûts contractuels

4002 (2010-08-16) Services d'élaboration ou de modification de logiciels

4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence,

4006 (2010-08-16) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

**EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN :
DOSSIER TPSGC N° T8127-200020**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

7.4 Durée du contrat

La durée du contrat est à partir de la date d'attribution du contrat jusqu'au 26 octobre 2027.

Le services doivent débuter à partir du 27 octobre 2022.

7.4.1 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus **deux (2) périodes supplémentaires de cinq (5) années chacune**, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins **180 jours civils avant la date d'expiration du contrat**. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Point de livraison

L'exécution des travaux sera effectuée au 100, rue du Landais, Blainville, Québec, J1T 5C9.

7.6 Responsables

7.6.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Michèle Hivon
Titre : Chef Opérationnel
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de la région du Québec
Adresse : 800, rue de la Gauchetière Ouest, Montréal (Québec), H5A 1L6

Téléphone : 514-607-4952

Courriel : michele.hivon@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.6.2 Autorité technique

(À DÉTERMINER À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

L'autorité technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____ .

L'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec l'autorité technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.6.3 Représentant de l'entrepreneur

(À DÉTERMINER À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

7.7 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.8 Paiement

7.8.1 Base de paiement : prix mensuel ferme

Pour les travaux décrits dans l'Annexe A – Énoncé des travaux, Section 5.0 – Entretien du site, tâche numéro 1 et Section 6.0 – Gestion et administration:

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé à prix mensuel ferme, selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.8.2 Base de paiement : Frais remboursables – Limitation des dépenses

Pour les travaux décrits à l'Annexe A – Énoncé des travaux, Section 5.0 – Entretien du site, Tâches no 2, 4 et 5 :

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, plus pourcentage soumissionné pour administration et profit, conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (Sera inséré au moment de l'octroi.)

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.8.3 Bases de paiement – Autorisations de tâches

L'un des types de base de paiement suivants fera partie de l'autorisation de tâche (AT) approuvée. Le prix de la tâche devra être établi conformément à la Base de Paiement de l'Annexe B.

(i) Pour les travaux fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix ferme :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, conformément à la Base de paiement à l'Annexe B, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(ii) Pour les travaux fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix plafond :

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement de l'Annexe B, jusqu'au prix plafond précisé dans l'AT. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le prix plafond est assujéti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés raisonnablement dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Prix plafond : *Le prix plafond correspond au montant maximum d'argent qui peut être versé à l'entrepreneur. L'établissement d'un prix plafond signifie que, l'entrepreneur doit remplir l'ensemble de ses obligations en vertu du contrat relativement aux travaux auxquels cette base de paiement s'applique, sans versement supplémentaire et ce, même si les coûts réels engagés dépassent le prix plafond.*

(iii) Pour les travaux fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec limitation des dépenses :

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, conformément à la base de paiement qui figure dans l'Annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité du Canada en vertu de l'AT approuvée à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante.

(iv) Pour les travaux fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches à frais remboursables avec limitation des dépenses :

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, plus pourcentage soumissionné pour administration et profit, conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (Sera inséré au moment de l'octroi).

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

(v) Frais de déplacement et de subsistance :

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Directive sur les voyages du Conseil national mixte, et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux «voyageurs» plutôt que celles qui se rapportent aux «employés».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique.

7.8.4 Limitation des dépenses pour l'ensemble du contrat

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (sera inséré au moment de l'octroi). Les droits de douane sont incluse et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.8.5 Heures supplémentaires – taux fixe basé sur le temps

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires en vertu du contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiement doivent être accompagnées d'une copie de l'autorisation d'heures supplémentaires et d'un rapport faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

Les heures supplémentaires travaillées en sus d'une semaine normale de travail de 40 heures sont payable à une fois et demie le taux horaire ferme, sans autre majoration.

7.8.6 Indexation des taux horaires et des prix fixes de tests applicable aux deux périodes optionnelles

À partir de la première année de la période optionnelle, les taux horaires et des prix fixes de tests indiqués dans l'annexe B – Base de paiement - seront ajustés annuellement à la date de début de chaque nouvelle année contractuelle selon l'augmentation (ou la diminution) moyenne en pourcentage de l'indice mensuel de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, indice d'ensemble, non désaisonnalisé, publié par Statistique Canada pour la province de Québec, pour la période de 12 mois (voir exemple ci-dessous) se terminant trois (3) mois avant la date de début de la nouvelle année contractuelle.

Tableau : 18-10-004-01 – Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé :

<https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1810000401&pickMembers%5B0%5D=1.11>

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Par souci de clarté, si la date de début du contrat était le 10 avril 2022, alors au début de la première année de la période optionnelle (c.-à-d. le 10 avril 2027), les taux horaires et des prix fixes de tests augmenteraient de 1,3 % par rapport à ceux de la première (1) année contractuelle, en fonction des hypothèses suivantes:

% de changement mensuel de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, indice d'ensemble (non désaisonnalisé), publié par Statistique Canada pour la province de Québec

Février 2026	1,1 %
Mars 2026	1,2 %
Avril 2026	0,9%
Mai 2026	0,9%
Juin 2026	1,1%
Juillet 2026	1,0%
Août 2026	1,4%
Septembre 2026	1,6 %
Octobre 2026	1,6 %
Novembre 2026	1,7 %
Décembre 2026	1,5 %
Janvier 2027	1,7 %

Moyenne : 15,7 % / 12 (mois) = 1,3 %

L'ajustement des taux horaires et des prix fixes de tests de la deuxième année de la première période optionnelle et des années contractuelles suivantes sera effectué à partir des taux horaires et des prix fixes de tests ajustés utilisés au courant de l'année contractuelle précédente. Par exemple, pour la troisième année de la première période optionnelle, l'ajustement des taux horaires et des prix fixes de tests sera effectué à partir des taux horaires et des prix fixes de tests ajustés utilisés durant la deuxième année de la première période optionnelle.

Le Canada procèdera à l'ajustement, selon les modalités indiquées au paragraphe 1, lequel sera effectif à la date anniversaire du contrat applicable, et enverra un avis à l'entrepreneur indiquant le pourcentage d'ajustement des taux horaires et des prix fixes de tests avant la date anniversaire du contrat.

7.8.7 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.8.8 Vérification discrétionnaire

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix ou taux demandé à toute personne, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des biens, services ou les deux de qualité et de quantité semblables, peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé. À cette fin, le Canada se réserve le droit de valider que les coûts sont conformes aux principes des coûts contractuels 1031-2.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée après que le paiement ait été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur au plus bas prix ou taux ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification des comptes.

7.8.9 Vérification du temps

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur ait été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur devra rembourser, à la demande du Canada, tout paiement en trop.

7.8.10 Conversion optionnelle de base de paiement

1. À sa seule et entière discrétion, le Canada peut, à tout moment, soumettre une demande par écrit à l'entrepreneur, l'avisant de son intérêt à convertir la base de paiement des services à frais remboursables à une base de paiement à prix ferme (ou forfaitaire), pour une partie ou pour la totalité des travaux.
2. Les modalités de l'application de la conversion de la base de paiement seront proposées par le Canada et accompagneront la demande écrite présentée à l'entrepreneur. Suite à la réception de la demande, l'entrepreneur devra répondre dans un délai de 10 jours civils s'il accepte ou non d'entreprendre des négociations avec le Canada pour fixer un montant forfaitaire. À défaut de répondre, l'entrepreneur sera présumé refuser la proposition du Canada.
3. La modification de la base de paiement sera applicable à la seule condition que le Canada et l'entrepreneur s'entendent sur les modalités et sur le prix forfaitaire, à la satisfaction de deux parties.

7.8.11 Incitatif financier à la réparation d'équipement de tests

En référence à l'Annexe A – Énoncé des travaux, Section 4.0 Entretien, amélioration et soutien de l'équipement d'essai fixe :

Dans le cas de bris d'un équipement de tests, où l'entrepreneur détient la capacité et l'expertise pour réparer les équipements de tests plutôt que d'en confier la réparation au fabricant ou à tout autre fournisseur, et que le coût des réparations par l'entrepreneur est moins élevé que le coût estimé du fabricant et de fournisseurs externes, l'économie réalisée par le Canada pourrait être partagée avec l'entrepreneur selon le calcul suivant :

(Estimation la moins élevée de fournisseurs externes – coût réel de la réparation par l'entrepreneur) x 50 % = incitatif financier remis à l'entrepreneur par le Canada.

L'entrepreneur devra démontrer à l'autorité technique qu'il détient la capacité et l'expertise pour effectuer la réparation et que le Canada bénéficiera d'une économie. La décision finale de la stratégie d'approvisionnement sera à l'entière discrétion de l'autorité technique, sans égard à l'économie dont le Canada pourrait bénéficier.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.9 Modalités de paiement

7.9.1 Paiement mensuel

Pour les services payables à prix mensuel ferme :

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.9.2 Paiements progressifs

Pour les services payables à frais remboursables – limitation des dépenses :

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b. le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
 - c. la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - d. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat lorsque tous les travaux exigés selon l'autorisation de tâche auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une facture finale pour le paiement est présentée.
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

7.9.3 Modalités de paiement des Autorisations de tâches

Les paiements seront versés à raison d'une fois par mois au plus.

Selon les modalités de paiement précisées dans l'autorisation de tâches (AT), une des clauses suivantes s'appliquera.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.9.3.1 Paiement unique (Pour une AT à prix ferme, pour une AT assujettie à une limitation de dépenses ou à un prix plafond)

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux spécifiés à l'AT seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.9.3.2 Paiements d'étape (Pour une AT à prix ferme)

Pour toute AT qui comporte des paiements à verser selon un calendrier d'étapes au fur et à mesure que les tâches sont terminées et acceptées, le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans l'AT et les dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.
- (c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.

7.9.3.3 Paiements progressifs (Pour une AT assujettie à une limitation de dépenses ou à un prix plafond)

- (a) Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - (i) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - (ii) le montant réclamé est conforme à la base de paiement et à l'autorisation de tâches;
 - (iii) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu de l'autorisation de tâches.
 - (iv) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
- (b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâches et du contrat lorsque tous les travaux exigés selon l'autorisation de tâches auront été

complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une facture finale pour le paiement est présentée.

- (c) Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

7.10 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>).

Chaque demande doit présenter :

- a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
- b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales;
- c) une liste de toutes les dépenses, par nature;
- d) les dépenses plus le pourcentage d'administration et profit calculé au prorata
- e) le numéro de l'autorisation de tâche (AT), s'il y a lieu;
- f) la description de l'étape facturée, s'il y a lieu.

Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
- c. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

2. Pour la portion ferme des travaux et pour les AT assujetties à une limitation des dépenses ou à prix plafond, chaque réclamation doit être appuyée par :

- a) une liste de toutes les dépenses, conformément à l'AT;
- b) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé – pour les AT assujetties à une limitation des dépenses ou à prix plafond seulement;
- c) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance, s'il y a lieu;
- d) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

3. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.

4. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'adresse suivante pour attestation:

Centre d'essais pour véhicules automobiles

100, rue du Landais
Blainville (QC)
J7C 5C9

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'autorité contractante fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande au responsable technique pour attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux, et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

5. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.11.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.11.3 Attestation d'impartialité de l'entrepreneur

L'entrepreneur atteste qu'il a lu l'Attestation d'impartialité de l'entrepreneur à l'annexe J et s'engage s'y conformer.

7.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires :
 - 1031-2 (2012-07-16) Principes des coûts contractuels
 - 4002 (2010-08-16) Services d'élaboration ou de modification de logiciels
 - 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence,
 - 4006 (2010-08-16) L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
 - B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires;
- c) 2035 (2020-05-28) Conditions générales - besoins plus complexes de services
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- g) l'Annexe D, Instruments de paiement électronique;
- h) l'Annexe E, Attestations
- i) l'Annexe F, Critères de sélection
- j) l'Annexe G, Exigences en matière d'assurance
- k) l'Annexe H, Formulaire 572 – Autorisation de tâches
- l) l'Annexe I, Procédure d'achat
- m) l'Annexe J, Attestation d'impartialité de l'entrepreneur
- n) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- o) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*). (sera complété par le Canada à l'octroi du contrat)

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien), si applicable

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger), si applicable

7.15 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe G. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les trente (30) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.16 Garanties financières contractuelles

7.16.1 Garantie financière contractuelle

1. L'entrepreneur doit fournir les garanties financières contractuelles suivantes **dans les 15 jours civils après la date d'attribution du contrat** :

- a. un cautionnement d'exécution formulaire [PWGSC-TPSGC 505](#) représentant **2 000 000 \$**; et
- b. un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux formulaire [PWGSC-TPSGC 506](#), **chacun représentant 1 940 000 \$**.

Tout cautionnement doit être accepté à titre de garantie par une des compagnies de cautionnement énumérées à [Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, l'appendice L](#), Compagnies de cautionnement reconnues, de la *Politique sur les marchés du Conseil du Trésor*.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2. Les dépôts de garantie sous forme d'obligations garanties par le gouvernement qui comprennent des coupons seront acceptés seulement si tous les coupons non échus, lorsque le dépôt est fourni, sont attachés aux obligations. L'entrepreneur doit fournir des instructions écrites concernant le traitement des coupons qui viendront à échéance pendant que les obligations sont retenues à titre de garantie, lorsque ces coupons excèdent les exigences du dépôt de sécurité.
3. Si le Canada ne reçoit pas la garantie financière exigée dans le délai prescrit, le Canada peut résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat.

7.16.2 Clause du Guide des CCUA

E0008C (2018-06-21) Définition de dépôt de garantie : contrat

7.17 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

7.18 Stage autochtone

La Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) du gouvernement du Canada est un outil de croissance favorisant l'acquisition d'expérience, de développement de capacités et de formation de partenariats du secteur commercial autochtone, tout en permettant de satisfaire à l'objectif principal du gouvernement qui est d'obtenir des biens et services aux prix du marché. La SAEA est également soutenue par un Volet sur la participation des Autochtones (VPA) et l'Initiative sur la participation des autochtones au marché du travail.

Vous trouverez plus d'informations sur la SAEA au : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1354798736570/1354798836012>

L'Initiative sur la participation des Autochtones au marché du travail propose des activités de défense des intérêts qui visent à sensibiliser et à informer les employeurs sur les avantages d'embaucher des Autochtones, à appuyer des partenariats avec divers intervenants afin d'accroître la capacité des employeurs à recruter, promouvoir et retenir les employés autochtones, et à réunir les employeurs aux employés autochtones existants et potentiels ainsi que d'autres parties.

Afin d'atteindre les objectifs du gouvernement du Canada d'encourager le développement socioéconomique des Autochtones par le biais d'occasions financées par le gouvernement fédéral, ce projet inclut un VPA par la création d'un stage en milieu de travail au cours de la durée du contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Stage en génie ou service technique pour un autochtone :

À compter de la deuxième année du contrat, et pour chaque année subséquente, l'entrepreneur fera tout en son pouvoir pour avoir fourni une opportunité de stage rémunéré d'une durée minimale de dix semaines à un Autochtone Note 1.

Les stages coop des établissements d'enseignement sont acceptables. Le stage cadrant avec un programme du gouvernement du Canada visant à accroître la participation des jeunes Autochtones aux possibilités en éducation et sur le marché du travail, notamment le programme Expérience emploi été (PEEE) et le programme Connexion compétences (PCC) sont également acceptables. Vous trouverez plus d'informations sur ces programmes au Canada.gc.ca

L'environnement de stage devra correspondre aux apprentissages nécessaires permettant d'acquérir une expérience dans l'un des domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), ou dans un autre spécialité associée à la sécurité et à la sûreté des véhicules automobiles et applicable au mandat de l'entrepreneur tout dans la réalisation de ses services pour ce projet.

Le taux de rémunération du stagiaire engagé par l'expert-conseil ou un de ses sous-experts doit égaler ou surpasser le taux de rémunération pour les étudiants, correspondant au niveau d'étude du stagiaire, tel qu'édicté par le Secrétariat du conseil du Trésor du Canada (<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/sujets/remuneration/taux-remuneration.html>) et peut être assorti d'une bourse d'études.

Les conditions de travail devront respecter la législation en vigueur à l'adresse où se déroulera le stage.

Chaque année, dans les 10 jours ouvrables suivant la fin de l'année fiscale de l'entrepreneur, l'entrepreneur doit fournir un rapport au responsable technique démontrant et attestant de la conformité à ces exigences, énumérant les mesures prises et résumant les stages.

Note 1 : Stagiaire autochtone :

-Étudiant à temps plein ou à temps partiel d'un collège ou d'une université canadienne au semestre précédent et/ou actuel et/ou suivant la période de stage en emploi;

-Membre des Premières nations, des Métis ou des Inuits rattaché à une des communautés et des villages nordiques du Québec, tel que spécifié par le Secrétariat aux affaires autochtones du Québec (https://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/liste_communautes.htm) ou ayant prouvé être en voie d'obtenir un statut selon la législation canadienne (Loi sur les Indiens (L.R.C. (1985), ch. I-5)).

7.19 Stage pour femme en science

Conformément à sa lettre de mandat¹, la ministre des Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est chargée de «poursuivre la modernisation des pratiques en matière d'approvisionnement de manière à ce qu'elles soient plus simples et conviviales, moins lourdes sur le plan administratif, qu'elles mettent en œuvre une fonction de contrôleur moderne, favorisent une plus grande concurrence et adoptent des pratiques qui appuient les objectifs de nos politiques économiques, dont l'innovation et l'approvisionnement écologique et social».

Afin de moderniser les processus d'approvisionnement, le gouvernement du Canada utilise notamment les marchés publics pour promouvoir d'autres objectifs écologiques, sociaux, économiques ou d'innovation.

¹ Lettre de mandat de la ministre des Services publics et de l'approvisionnement, décembre 2019.
<https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-services-publics-et-de>

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le pilier socio-économique de la modernisation de l'approvisionnement vise à développer des initiatives pour accroître la diversité des soumissionnaires sur les marchés publics et à améliorer les résultats socio-économiques en particulier pour les entreprises détenues ou dirigées par des Canadiens de groupes sous-représentés, tels que les femmes, les personnes vivant avec handicap et les minorités visibles.

Afin d'atteindre les objectifs du gouvernement du Canada d'encourager la participation des femmes dans l'un des domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), ce projet inclut la création d'un stage en milieu de travail au cours de la durée du contrat.

Stage en STIM pour une femme:

À compter de la deuxième année du contrat, et pour chaque année subséquente, l'entrepreneur devra avoir fourni une opportunité de stage rémunéré d'une durée minimale de dix semaines à une femme (voir Note 1).

Les stages coop des établissements d'enseignement sont acceptables. Le stage cadrant avec un programme du gouvernement du Canada visant à accroître la participation des femmes en éducation et sur le marché du travail, notamment le programme Expérience emploi été (PEEE) et le programme Connexion compétences (PCC) sont également acceptables. Vous trouverez plus d'informations sur ces programmes au [Canada.gc.ca](https://www.canada.gc.ca)

L'environnement de stage devra correspondre aux apprentissages nécessaires permettant d'acquérir une expérience dans l'un des domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), ou dans un autre spécialité associée à la sécurité et à la sûreté des véhicules automobiles et applicable au mandat de l'entrepreneur tout dans la réalisation de ses services pour ce projet.

Le taux de rémunération du stagiaire engagé par l'expert-conseil ou un de ses sous-experts doit égaler ou surpasser le taux de rémunération pour les étudiants, correspondant au niveau d'étude du stagiaire, tel qu'édicte par le Secrétariat du conseil du Trésor du Canada (<https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/sujets/remuneration/taux-remuneration.html>) et peut être assorti d'une bourse d'études.

Les conditions de travail devront respecter la législation en vigueur à l'adresse où se déroulera le stage.

Chaque année, dans les 10 jours ouvrables suivant la fin de l'année fiscale de l'entrepreneur, l'entrepreneur doit fournir un rapport au responsable technique démontrant et attestant de la conformité à ces exigences, énumérant les mesures prises et résumant le(s) stage(s).

Note 1 : Stagiaire femmes:

-Étudiant à temps plein ou à temps partiel d'un collège ou d'une université canadienne au semestre précédent et/ou actuel et/ou suivant la période de stage en emploi;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(En pièce jointe)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

(en pièce jointe)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(En pièce-jointe)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE D de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE E de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

ATTESTATION - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE F
CRITÈRES DE SÉLECTION

(en pièce jointe)

ANNEXE G

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1 Assurance de responsabilité civile commerciale :

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **10 000 000 \$** par accident ou par incident et suivant le total annuel. La franchise ne doit pas être supérieure à 10 000 \$ par événement ou par incident. La franchise est de la responsabilité de l'entrepreneur.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

-
- j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
 - q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
 - r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce

dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

2 Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions :

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à **10 000 000 \$** par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense. La franchise ne doit pas être supérieure à 50 000 \$ par événement ou par accident. La franchise est de la responsabilité de l'entrepreneur.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :
Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

3 Assurance responsabilité civile automobile :

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à **2 000 000 \$** par accident ou par incident. La franchise ne doit pas être supérieure à 1 000 \$ par événement pour par accident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

4 Assurance tous risques de biens :

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à **30 000 000 \$**. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante : coût de remplacement. La franchise ne doit pas être supérieure à 100 000 \$ par événement ou pas accident.

1. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées.
2. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- b. Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
- c. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Transports Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage aux biens, peu en importe la cause.

5 Assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants :

1. L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance de la responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à **1 000 000,00 \$** par sinistre **et à 2 000 000.00 \$** au total. La franchise est de la responsabilité de l'entrepreneur.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations et que la durée du contrat dépasse la période d'assurance, en cas d'annulation ou de non-renouvellement de la police, un avenant relatif à la prolongation de la période du rapport sur les réclamations, pour une durée minimale de douze (12) mois, doit être fourni par l'entrepreneur.
3. L'avenant suivant doit être compris : Avis d'annulation ou de modification : L'assureur s'engage à donner à l'autorité contractante un avis écrit d'annulation de trente (30) jours.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE H

FORMULAIRE TPSGC-PWGSC 572 AUTORISATION DE TÂCHES

(En pièce-jointe)

ANNEXE I

PROCÉDURE D'ACHAT

OBJECTIF

L'objectif de la procédure est d'établir des directives précises encadrant tous les achats en biens et services effectués par l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat.

CONTEXTE

Les achats effectués pour le compte du Canada sont habituellement effectués par des fonctionnaires et sont encadrés par plusieurs lois, règlements, directives, politiques, accords commerciaux et autres.

Le présent contrat confie à l'entrepreneur la tâche d'effectuer certains achats financés par des fonds publics. C'est pourquoi Travaux publics et Services gouvernementaux Canada encadre les achats effectués par l'entrepreneur par la présente procédure et entend en surveiller l'application.

ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE

Les achats effectués par l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat doivent :

- a. Résister à l'examen du public au chapitre de la prudence et de l'intégrité;
- b. Représenter la meilleure valeur pour le Canada;
- c. Reposer sur des appels d'offres ouverts, concurrentiels, équitables et transparents, sauf exceptions prévues dans le Règlement sur les marchés de l'État, au paragraphe 6 (voir RÉFÉRENCES pour trouver l'hyperlien vers le Règlement);
- d. Respecter l'esprit de la Politique sur les marchés (voir RÉFÉRENCES pour trouver le lien vers la Politique) et du Règlement sur les marchés de l'état.

CHAMPS D'APPLICATION

La présente procédure s'applique à tous les achats effectués par l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat.

EXIGENCES DE LA PROCÉDURE

1. L'entrepreneur doit recommander une des quatre stratégies d'achat suivante à l'autorité technique, conformément au Règlement sur les marchés de l'État, à la Politique sur les marchés et au Cadre de référence des valeurs de transaction du tableau 1 :

a) Appel d'offres public :

L'entrepreneur doit solliciter des soumissions sur le site d'appel d'offres public Merx.

b) Appel d'offres sur invitation :

L'entrepreneur doit inviter des fournisseurs potentiels à présenter une soumission en fonction de la valeur estimée de la transaction.

c) Négociation avec un fournisseur :

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Il est toujours recommandé d'initier un processus concurrentiel pour obtenir le meilleur prix. En conformité avec le Cadre de référence de valeurs de transaction, l'entrepreneur peut, lorsque ce n'est pas avantageux d'entreprendre un processus concurrentiel, inviter un seul soumissionnaire.

d) Source unique :

Dans le cas d'exceptions prévues au paragraphe 6 du Règlement sur les marchés de l'État, l'entrepreneur négocie directement avec un seul fournisseur.

La stratégie d'achat doit être accompagnée d'une estimation détaillée des coûts et du document d'invitation ou d'appel d'offres.

Dans le cas de stratégie d'achat de source unique, l'entrepreneur doit également joindre une justification en répondant aux Questions du Conseil du Trésor pour les fournisseurs uniques : [Annexe : Questions du Conseil du Trésor pour les fournisseurs uniques - Achatsetventes.gc.ca](https://www2.cbc.ca/annexe-questions-du-conseil-du-tresor-pour-les-fournisseurs-uniques-achatsetventes-gc-ca), sauf dans les cas d'extrême urgence où un retard serait préjudiciable à l'intérêt public, tel que prévu au paragraphe 6 a) du Règlement sur les marchés de l'État. Ce serait, par exemple, des travaux urgents requis pour colmater une fuite d'eau en attendant d'obtenir l'approbation d'effectuer des travaux de remplacement de pièces de plomberie. Dans ce cas, l'entrepreneur peut procéder à l'achat sans avoir préalablement obtenu l'approbation de l'autorité contractante, mais doit fournir la justification au recours de cette exception dès que possible.

2. La stratégie d'achat doit être approuvée par l'autorité contractante de TPSGC **avant** que l'entrepreneur initie toute démarche d'achat.
3. Lorsque la stratégie d'achat est approuvée, l'entrepreneur peut mettre en œuvre la stratégie approuvée par TPSGC.
4. Les soumissions reçues en réponse à un appel d'offres public ou sur invitation doivent être dépouillées en présence d'au moins deux représentants de l'entrepreneur. Un représentant du Canada pourrait aussi être présent au dépouillement si l'autorité contractante de TPSGC en fait la demande.
5. L'entrepreneur doit analyser les soumissions reçues et en recommander l'attribution à l'autorité technique. Il doit notamment justifier l'écart entre l'estimation initiale et le prix recommandé pour octroi, dans les cas où l'écart est de 15 % ou plus.
6. Sur réception de l'approbation de l'autorité technique, l'entrepreneur peut octroyer le contrat d'achat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Tableau 1 : Cadre de référence des valeurs de transaction

Bien / Service/ Construction	Valeur estimée de la transaction	Stratégie d'approvisionnement	Nombre de fournisseurs invités
Bien	0 \$ à 25 000 \$	Appel d'offres sur invitation Ou	Un à trois
		Négociation avec un fournisseur	Un
Bien	Plus de 25 000 \$ à 100 000 \$	Appel d'offres sur invitation	Au moins cinq
Service et Construction	0 \$ à 40 000 \$	Appel d'offres sur invitation Ou	Un à trois
		Négociation avec un fournisseur	Un
Service et Construction	Plus de 40 000 \$ à 100 000 \$	Appel d'offres sur invitation	Au moins cinq
Bien ou Service ou Construction	Plus de 100 000 \$	Appel d'offres public	Affichage sur un site d'appel d'offres public
Bien ou Service ou Construction	Bien : plus de 25 000 \$ Service et Construction : plus de 40 000 \$	Source unique (justification à fournir)	Un

SURVEILLANCE

TPSGC peut vérifier le processus à tout moment, à la seule discrétion du représentant du Ministère.

RÉFÉRENCES

Politique sur les marchés : [Politique sur les marchés- Canada.ca \(tbs-sct.gc.ca\)](https://www.tbs-sct.gc.ca/politique_sur_les_marches/)

Règlement sur les marchés de l'État : [Règlement sur les marchés de l'État \(justice.gc.ca\)](https://www.justice.gc.ca/eng/rmcc/rmcc/procurement/procurement.html)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
T8127-200020/B

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
MTB005

N° de réf. du client - Client Ref. No.
T8127-2-00020

File No. - N° du dossier
MTB-0-43118

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE J

ATTESTATION D'IMPARTIALITÉ DE L'ENTREPRENEUR

Attendu que Transports Canada est responsable d'administrer et d'appliquer la *Loi sur la sécurité automobile*,

Attendu que Transports Canada effectue la surveillance des entités réglementées, après la mise en marché, par l'entremise de programmes d'inspection de la conformité et d'essais, de vérifications des sociétés et d'enquêtes sur de présumés défauts liés à la sécurité et s'occupe de la surveillance des rappels,

Attendu que le travail à exécuter en vertu du contrat aide directement Transports Canada dans ces domaines, il est donc absolument nécessaire que l'entrepreneur s'acquitte de ses obligations en vertu du contrat sans conflit d'intérêts réel ou apparent.

Sans restreindre ou limiter la généralité des obligations de l'Entrepreneur prévue par la clause 35 des Conditions générales 2035, l'Entrepreneur doit, pendant la durée du présent contrat et pendant une période de quatre (4) ans après son achèvement,

- a. Ne pas être impliqué dans les activités suivantes :
 - i. le développement de produits dans le secteur ou le domaine de l'automobile,
 - ii. la conception ou fabrication de véhicules ou d'équipements,
 - iii. vente de véhicules ou d'équipements à titre commercial,
 - iv. l'importation à titre commercial de véhicules ou d'équipement au Canada ;
- b. Ne pas être directement ou indirectement détenu, contrôlé, affilié, financé ou exploité par
 - i. une personne ou une entité menant ou s'engageant dans les activités énoncées à l'alinéa (a) ci-dessus, ou
 - ii. un gouvernement étranger ;
- c. Ne pas être un plaignant dans un litige ou ne pas offrir volontairement des éléments de preuve au nom d'un plaignant dans des affaires concernant l'industrie automobile réglementée ;
- d. Ne pas se livrer à, ou avoir un intérêt dans une entité engagée dans, la fourniture de services de conseil qui incluent la fourniture de recommandations de conception de véhicules automobile ou de composants dans le but de répondre aux exigences réglementaires actuelles ou futures ;

Pour la durée du contrat, l'Entrepreneur doit veiller à ce que ses employés ne s'associent pas, à un titre autre que celui d'employé de l'entrepreneur, à un groupe ou à une organisation traitant avec un gouvernement ou un organisme de réglementation ou faisant des représentations auprès d'eux en ce qui concerne le secteur ou le domaine de l'automobile.

Aux fins de cette clause les termes « **équipement** », « **véhicule** » et « **fabrication ou construction** » s'entendent au sens de l'article 2 de la *Loi sur la sécurité automobile* L.C. 1993, ch. 16, telle que modifiée de temps à autre.

La présente clause se poursuit même après l'exécution du contrat ou sa résiliation.